



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5489 - Jeudi 7 octobre 2021 - Prix : 10 DA

Eliminatoires du Mondial 2022/Algérie-Niger ce vendredi

Les Verts pour consolider leur position

Page 15

Accord pour l'acquisition de poussins

Solution miracle pour baisser le prix du poulet ?

Page 3

Laquelle des crises libyenne et syrienne est le plus près de sa fin ?

Par Mohamed Habili

Il n'y a pas si longtemps, tout le monde aurait été d'accord pour penser que des deux crises arabes, la syrienne et la libyenne, c'était la deuxième qui était le plus proche de sa fin, en dépit du fait que Damas avait déjà rétabli son contrôle sur les deux tiers de la Syrie, et que le tiers restant pouvait être à tout moment évacué par les quelque centaines de militaires américains qui s'y trouvaient encore. Sans doute les Américains ne sont-ils pas les seuls à occuper le nord de la Syrie, les Turcs ayant fini par en envahir une partie, et par s'y incruster si solidement que la question se pose maintenant de savoir si leur intention n'est pas en réalité de l'annexer pour de bon. En Libye comme en Syrie, la fin de la crise est tributaire en premier lieu du départ des forces étrangères. Dans les deux pays les Turcs sont présents militairement, par leurs forces régulières en Syrie, par leurs mercenaires syriens en Libye. A première vue, il est plus facile de les faire partir de Libye que de Syrie. Mais ce point demande à être examiné de plus près. Les Turcs sont présents en Libye non pas de leur propre chef mais sur demande du camp basé à Tripoli. Ils seront peut-être déjà partis, ou sur le point de l'être, si ceux qui les ont faits venir le leur demandent.

Suite en page 3

Ramtane Lamamra depuis Bamako

La France officielle a besoin de «décoloniser sa propre histoire»



Ph/D. R.

Ramtane Lamamra, ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, en visite, hier, au Mali, n'a pas manqué de répondre au Président français, Emmanuel Macron, tout en fustigeant certains «comportements» et «attitudes». La France officielle a besoin de décoloniser sa «propre histoire», afin de réparer en urgence «la faillite mémorielle qui est malheureusement intergénérationnelle chez certains nombre d'acteurs de la vie politique française, parfois aux niveaux les plus élevés», a-t-il indiqué.

Par Aomar Fekrache — page 2

Cour d'Alger

Report du procès en appel de Said Djabelkhir au 20 octobre

Page 16

Naftal/ En prélude à la saison hivernale

Disponibilité de bouteilles de gaz butane en grandes quantités

Page 3

Ramtane Lamamra depuis Bamako

La France officielle a besoin de «décoloniser sa propre histoire»

■ Ramtane Lamamra, ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, en visite, hier, au Mali, n'a pas manqué de répondre au Président français, Emmanuel Macron, tout en fustigeant certains «comportements» et «attitudes». La France officielle a besoin de décoloniser sa «propre histoire», afin de réparer en urgence «la faillite mémorielle qui est malheureusement intergénérationnelle chez certains nombre d'acteurs de la vie politique française, parfois aux niveaux les plus élevés», a-t-il indiqué.

Par Aomar Fekrache

«**N**os partenaires étrangers ont besoin de décoloniser leurs propres histoires. Ils ont besoin de se libérer de certaines attitudes, de certains comportements, de certaines visions qui sont intrinsèquement liées à la logique incohérente portée par la prétendue mission civilisatrice de l'Occident qui a été la couverture idéologique, utilisée pour essayer de faire passer le crime contre l'humanité qui a été la colonisation de l'Algérie, la colonisation du Mali, la colonisation

de tant de peuples africains», a indiqué le chef de la diplomatie algérienne, à l'issue de son entretien avec le Premier ministre malien.

«La décolonisation qui doit s'opérer aujourd'hui est une décolonisation qui s'annonce comme une priorité pour remédier à la faillite mémorielle que trahissent les propos tenus récemment sur l'Algérie et le Mali par la France officielle», a-t-il ajouté. Cette faillite mémorielle, explique Lamamra, est «malheureusement intergénérationnelle chez certains nombre d'acteurs de la vie politique française, parfois aux niveaux les plus élevés».

«Cette faillite mémorielle, qui pousse les relations de la France officielle avec certains de nos pays dans des situations de crises malencontreuses, devrait pouvoir s'assainir par le respect mutuel inconditionnel, respect de nos souverainetés, respect de notre indépendance, et par des décisions et acceptation de partenariat sur une base de stricte égalité», a-t-il affirmé. Il a relevé

que dans les relations avec le partenaire français, «il y a une logique de donner et de recevoir, il n'y a pas de cadeaux, il n'y a pas de front à sens unique». Et d'enchaîner : «Ce qu'il y a c'est des intérêts stratégiques, des intérêts économiques, des intérêts bien compris qui ne peuvent durer, qui ne peuvent être promus, qui ne peuvent se consolider et subir l'épreuve de la durée que dans le respect mutuel et l'équilibre des intérêts».

C'est pourquoi, ajoute-t-il, «en tant que pays africains fortement attachés à notre indépendance nationale, nous nous tenons aux côtés du Mali frère et nous rappelez à qui veut bien nous entendre et entendre la voix de la raison que l'Afrique, qui est le berceau de l'humanité, est également le tombeau du colonialisme et du racisme et la lutte de Libération nationale du peuple algérien a contribué à l'accélération de cette histoire et nous en sommes très fiers».

Lamamra, qui a effectué une courte visite de travail au Mali, a



Ph/D. R.

déclaré à l'issue de son entretien avec le Premier ministre malien à Bamako que le destin de l'Algérie et celui du Mali sont «étroitement liés». Selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, arrivé mardi à Bamako, a été reçu par le président de l'Etat du Mali, M. Assimi Goita, en sa qualité d'envoyé

spécial du président de la République. Faut-il rappeler, par ailleurs, que le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, a convoqué, mardi, l'ambassadeur de France au Mali, «suite aux propos inamicaux et désobligeants» tenus par le Président français sur les institutions de la République du Mali.

A. F.

L'actrice Malika Belbey devient Ambassadrice de bonne volonté de la marque Ooredoo lance la campagne Octobre rose «HAYET»

Ooredoo, entreprise citoyenne, annonce un nouveau partenariat d'image de la marque avec la comédienne algérienne Malika Belbey.

Ce partenariat d'image posera ses jalons au travers de plusieurs projets, notamment une campagne nationale de sensibilisation et de dépistage du cancer du sein baptisée «HAYET» qui sera lancée prochainement à l'occasion d'Octobre rose, le mois dédié à la lutte contre cette maladie.

«Ooredoo est fière d'associer son image à celle de la comédienne Malika Belbey, connue pour ses multiples talents artistiques, son charisme et son engagement sociétal en faveur des droits des femmes. Des qualités qui en font une personnalité respectée, accessible et impliquée dans la société. C'est une femme algérienne authentique qui incarne à la fois l'ambition, le courage et la réussite qui rejoignent les valeurs de Ooredoo», a déclaré à l'occasion, le directeur général, Bassam Al Ibrahim.

L'Ambassadrice de bonne volonté mettra à contribution sa notoriété au service des projets et ajoutera sa touche pour leur donner le plus d'impact et de rayonnement possibles.

«Je suis très honorée de ce partenariat avec l'entreprise Ooredoo dont l'engagement sociétal n'est plus à démontrer. Je suis ravie de participer avec Ooredoo dans des projets sociétaux notamment en faveur des femmes algériennes», a déclaré pour sa part M^{me} Malika Belbey.

Lamamra entame une visite de travail en Italie

Le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a entamé, hier, une visite de travail à Rome à l'invitation de son homologue italien Luigi di Maio, où il participera à la 3^e réunion ministérielle «Italie-Afrique» dont les travaux commencent aujourd'hui, a indiqué le ministère dans un communiqué.

«A l'invitation de son homologue italien, Luigi di Maio, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, entamera à partir de mercredi une visite de travail à Rome, où il participera les 7 et 8 octobre en cours aux travaux de la 3^e réunion ministérielle «Italie-Afrique», que l'Italie consacra cette année à l'examen des défis énergétiques et climatiques auxquels fait face l'Afrique ainsi que leurs répercussions sur le processus de développement dans les pays du continent et ce, parallèlement au triptyque de sa présidence actuelle du G20 intitulée «Population, Terre et prospérité», précise le communiqué.

R. N.

Bilan des dernières 24 heures

125 nouveaux contaminés et 7 décès

L'Algérie a enregistré 7 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, 2 cas de plus que le bilan d'hier (5), portant à 5 838 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 125 cas, soit 6 cas de moins par rapport au bilan d'hier (131), pour atteindre, au total, 231 171 cas confirmés.

R. N.

Lutte contre le cancer du sein

Condor signe la charte rose avec l'association El Amel

Pour marquer de son empreinte «Octobre rose», le mois mondial de lutte contre le cancer du sein, Condor Group, leader algérien des produits électroniques et technologiques, vient de signer «la Charte rose» de lutte contre le cancer du sein, en partenariat avec l'association El Amel activant sur le terrain, à la faveur du lancement du mois de sensibilisation et d'information sur le dépistage du cancer du sein auprès de la gent féminine.

Engagé dans la lutte contre le cancer du sein, Condor ne ménage aucun effort pour aider les associations qui œuvrent à initier des femmes au dépistage précoce ainsi que l'aide aux femmes atteintes de cancer à

travers le territoire national.

Cette année encore, Condor Group adopte la couleur rose pendant ce mois d'octobre et accompagne l'association El Amel d'Alger dans sa lutte contre le cancer du sein, une des premières causes de mortalité chez la femme dans le monde.

Mohamed Salah Daas, directeur adjoint de Condor, souligne l'engagement du Groupe à accompagner les patientes et à assurer la protection des employées de l'entreprise en organisant des campagnes de sensibilisation et de diagnostic précoce du cancer du sein au centre médico-social de l'entreprise.

«Aujourd'hui, le cancer du sein n'est plus une fatalité. Il y a

le dépistage et un diagnostic précoces qui peuvent sauver des milliers de femmes», affirme Hamida Kettab, secrétaire générale de l'association El Amel. Une pathologie lourde mais qui n'est pas une fatalité, a-t-elle précisé, soulignant que le dépistage reste non seulement le moyen le plus sûr de découvrir de nouveaux cas de cancer du sein, mais aussi de sauver des vies si la maladie est à un stade précoce. «Plus la femme est consciente de l'importance du diagnostic précoce, plus on enregistre moins de décès par le cancer du sein», a-t-elle ajouté. Selon elle, «Octobre rose est l'occasion de lancer des campagnes de sensibilisation pour encourager les

femmes à faire une mammographie, notamment les femmes qui travaillent». «L'action se poursuivra durant toute l'année. Octobre n'est qu'une date pour rappeler aux femmes l'importance du dépistage précoce». «La lutte contre le cancer est l'affaire de tous», a confirmé la SG de l'association.

De son côté, D^r Assia Moussai, spécialiste du cancer du sein, a souligné l'intérêt d'Octobre rose pour sensibiliser les femmes algériennes sur l'importance du dépistage précoce, précisant la nécessité de poursuivre les campagnes de sensibilisation tout le long de l'année et pas seulement en octobre.

Louisa A. R.

Accord pour l'acquisition de poussins

Solution miracle pour baisser le prix du poulet ?

■ Suite aux prix records de la volaille enregistrés récemment, dépassant les 500 DA le kilo, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural est parvenu à un accord avec les opérateurs économiques spécialisés dans la production de poussins. Ces derniers ont convenu de réduire le prix du poussin, considéré comme un des principaux intrants dans la filière avicole.

Par Thinhinene Khouchi

Une réunion consultative, tenue au siège du ministère de l'Agriculture et présidée par le SG, a été consacrée à l'examen de la situation de la filière avicole, tout en se penchant sur la production d'un des principaux intrants, en l'occurrence les poussins. «Les producteurs ont convenu de réduire le prix du poussin à compter de mardi après-midi (avant-hier), ce qui se répercutera sur les prix de la volaille une fois la période de production achevée», a fait savoir le secrétaire général du ministère, Salah Chouaki. A cette réunion ont pris part le directeur de la régulation et du développement de la production agricole, Ali Zoubar, ainsi que des opérateurs spécialisés dans la production de poussins, lesquels ont soulevé leurs préoccupations. A noter que le prix du poussin est passé de 120 à 180 DA, dépassant parfois la barre de 200 DA, provoquant ainsi une hausse considérable des prix des viandes blanches, classées parmi les produits de large consommation. Il a été question, a expliqué le même responsable, de poursuivre résolument la lutte contre la spéculation, un des facteurs à l'origine de la flambée sans précédent des prix du poussin et, partant, du poulet. Dans son intervention devant les producteurs et profes-



sionnels de la filière avicole, M. Chouaki a rappelé la conjoncture difficile par laquelle est passée cette filière en raison, entre autres, du rebond de la grippe aviaire durant le premier semestre de l'année en cours, où «un million de poussins ont péri». La grippe aviaire a exacerbé la crise sanitaire, entraînant des perturbations dans les chaînes de production de différentes filières, dont l'aviculture, a-t-il dit, ajoutant que la crise sanitaire avait également eu pour conséquence une hausse sensible des prix des facteurs de production sur les marchés mondiaux, notamment en ce qui concerne les aliments pour bétail et les matières premières comme

le maïs et le soja. Cela étant, «il existe des indicateurs rassurants quant à la disponibilité des facteurs de production, notamment en ce qui concerne les poussins sur le marché national qui couvre 30 % des besoins, le reste étant importé», a-t-il affirmé. Il a fait savoir que le ministère avait entamé la mise en œuvre sur le terrain de programmes d'investissement pour la production des matières premières qui sont actuellement importées, estimant qu'il s'agit-là d'une solution efficace et durable pour réduire la dépendance de cette filière vis-à-vis du marché extérieur». Il a, dans ce cadre, annoncé le lancement d'un programme de production de maïs

dans les régions du sud du pays, conformément à la feuille de route du secteur pour la période 2020-2024. Selon lui, «aucune pénurie n'est enregistrée actuellement» et les prix appliqués sont la conséquence de la spéculation. La rencontre des responsables du ministère de l'Agriculture avec les professionnels s'inscrit dans le cadre du dialogue permanent entre les deux parties. Il traduit la volonté réelle de l'Etat de trouver des solutions équilibrées et équitables entre les producteurs et les consommateurs, à travers une supervision et un soutien permanents, a affirmé le responsable.

T. K.

Naftal/ En prélude à la saison hivernale

Disponibilité de bouteilles de gaz butane en grandes quantités

Le P-DG par intérim de l'Entreprise nationale de commercialisation des produits pétroliers (Naftal), Mourad Menouar, a annoncé, hier à Alger, la disposition de bouteilles de gaz butane en grandes quantités dans différentes régions du pays, en prélude à la saison hivernale.

Dans des déclarations à la presse en marge d'une visite d'inspection qu'il avait effectuée au centre d'entfutage et de distribution des bouteilles de gaz

butane à Baraki, M. Menouar a rassuré quant à la disponibilité de ce produit à l'approche de la saison d'hiver, notamment au niveau des zones enclavées.

A ce titre, le même responsable a indiqué que le stock de bouteilles de gaz butane a atteint, en 2021, 900 585 bouteilles au niveau national, contre 895 585 en 2020. «Conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, un intérêt particulier a été accordé aux

zones d'ombre, d'autant que Naftal a effectué des sorties de terrain en vue de recenser ces zones», a-t-il expliqué. Il s'agit de 48 communes enclavées où toutes les dispositions ont été prises pour approvisionner la population de «façon continue» en bouteilles de gaz butane, notamment en cas de froid rigoureux. En parallèle, Naftal lancera, via les radios locales, des campagnes de sensibilisation au niveau de ces zones, particulièrement celles ne disposant pas

de points de vente, en vue d'appeler les habitants à remplir les bouteilles vides avant l'avènement de la saison hivernale.

Naftal a également accordé «un intérêt particulier» aux écoles situées dans les zones d'ombre, d'autant que 663 écoles ont été dotées en citernes assurant le chauffage pour une durée de trois mois, selon M. Menouar qui a affirmé que l'entreprise a pris en charge le financement et le transport de ces citernes.

Hani Y.

Unité de production d'oxygène médical de Bethioua Stockage de plus d'un million de litres

L'unité de production d'oxygène médical relevant de l'usine «RayanOx», implantée à Bethioua (est d'Oran), a stocké dans ses réservoirs internes plus d'un million de litres de ce produit médical, a-t-on appris, hier, de la direction de l'usine.

L'unité qui a entamé la production d'oxygène médical le 12 septembre 2021, dans un

contexte d'urgence marqué par la forte demande sur cette matière vitale en raison de la recrudescence de la contamination au Covid-19, s'est inscrite dans une démarche, en partenariat avec les autorités, visant à couvrir les besoins de la wilaya d'Oran et celles de l'ouest du pays et même des autres régions, a souligné son directeur, Mohamed Amine Tazi. «Dès le départ, il a

été question de stocker une certaine quantité pour pouvoir faire face à une éventuelle forte demande», a déclaré M. Tazi, relevant que les responsables de l'usine sont en discussion pour créer des sites de stockage d'oxygène médical dans les régions éloignées, dans le Grand Sud notamment.

«Nous avons réussi à obtenir un site de stockage à Adrar. Nous

attendons des réponses à nos requêtes pour dégager des assiettes devant abriter des réservoirs de stockage dans d'autres régions comme Tamanrasset», a-t-il fait savoir, tout en ajoutant que les autorités accompagnent ces actions qui visent à garantir la disponibilité de cette matière vitale, dans différentes régions, en cas de pic épidémiologique notamment.

M. H.

«Nous disposons aussi de quelque 8 500 bouteilles remplies d'oxygène médical, ce qui équivaut à 85 000 litres, pour pouvoir répondre aux besoins des malades qui se soignent à domicile», a-t-on assuré. T. H.

Laquelle des crises libyenne et syrienne est le plus près de sa fin ?

Suite de la page une

En revanche, ils sont entrés en Syrie de leur propre initiative, d'une part pour empêcher les Kurdes syriens de se constituer en Etat, de l'autre pour soutenir les groupes armés syriens à leur dévotion en lutte contre Damas. Le comité libyen chargé des questions militaires, dit des 5+5, est justement réuni à Genève en vue de parvenir à une position commune sur la présence étrangère, qu'il faut faire partir dans la perspective des élections prévues en décembre de cette année. Tout le monde étant d'accord sur leur tenue, l'issue de la réunion semble acquiescente d'avance. Rien de moins sûr, car ce sont les Turcs qui en réalité assurent la protection de Tripoli. Sans eux, la Libye serait réunifiée aujourd'hui, mais sous une seule autorité, celle de Tobrouk, et donc des forces armées commandées par Khalifa Haftar. Les Turcs sont intervenus pour faire échec à cette solution. Tripoli ne leur demandera de se retirer qu'après avoir acquis la certitude de ne pas subir une nouvelle attaque des forces de Tobrouk dès lors qu'ils auront quitté le pays. Il se gardera bien de le faire aussi longtemps qu'il entretiendra une doute à cet égard. Cette division en deux camps se méfiant grandement l'un de l'autre n'existe pas au même degré en Syrie, même si les Kurdes ont besoin de la présence américaine, mais seulement le temps qu'il leur faut pour trouver un modus vivendi avec Damas. Les Américains n'ont pas l'intention de s'éterniser là où ils sont, à l'est de l'Euphrate. Ils seraient même impatients de rentrer chez eux. On peut plus facilement imaginer un accord final entre Damas et les Kurdes qu'une entente entre Tripoli et Tobrouk, alors même qu'en Libye la crise est censée se terminer dès la tenue des élections du 24 décembre, autant dire demain. En Libye, c'est la communauté internationale, c'est-à-dire dans le fond ces mêmes puissances ayant détruit l'unité du pays, qui s'efforce de lui faire dépasser sa division. Cet effort s'appelle le processus de Berlin. En Syrie, ce sont les Russes, les Turcs et les Iraniens, qui assument une tâche symétrique, dans le cadre de ce qui s'est appelé le processus d'Astana. Aucun d'eux n'a été à l'origine un acteur dans la crise qu'il s'agit pour eux trois de résoudre.

M. H.

Education/Statut particulier des personnels

Rencontre prochaine avec les syndicats

■ Une rencontre avec les syndicats de l'Education, qui sera consacrée au dossier du statut particulier des personnels du secteur, sera tenue «bientôt», a annoncé, mardi à Tissemsilt, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed.

Par Hocine H.

Animant un point de presse en marge de sa visite dans la wilaya, le ministre a indiqué que son département ministériel prépare la tenue d'une rencontre

Industrie pharmaceutique Mise en place d'un groupe de travail pour promouvoir la sous-traitance

Un groupe de travail, composé de plusieurs institutions, a été installé au niveau du ministère de l'Industrie pharmaceutique afin de définir les besoins nationaux en équipements, en intrants et services pouvant être fabriqués localement, dans le cadre du développement industriel et la promotion de la sous-traitance dans l'industrie pharmaceutique, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère.

Composé de représentants du ministère de l'Industrie pharmaceutique, du ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-entreprise et du ministère de l'Industrie, de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade) et des représentants des opérateurs pharmaceutiques, ce groupe de travail a été installé à l'issue d'une réunion consultative tenue au siège du ministère de l'Industrie pharmaceutique. Ce groupe de travail a pour mission de définir les besoins nationaux en équipements, en intrants et service pouvant être fabriqués localement afin d'orienter les jeunes porteurs de projets à investir dans ce segment d'activité et à les produire localement selon les besoins exprimés par les producteurs. Entrant dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action du ministère de l'Industrie pharmaceutique, notamment dans son volet relatif au développement industriel et la promotion de la sous-traitance pour la fabrication locale des intrants et des matières premières, la réunion a été présidée par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed et le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-entreprise, Nassim Diafat. Etait également présents des représentants des deux ministères, du ministère de l'Industrie et des cadres de l'Anade et des partenaires économiques : l'Union nationale des opérateurs en pharmacie et pharmaceutiques et l'Association nationale des producteurs en pharmacie. La réunion a été consacrée à l'étude du projet de la mise en place de la sous-traitance dans le domaine de l'industrie pharmaceutique dans le but d'augmenter le taux d'intégration et la valeur ajoutée des produits pharmaceutiques fabriqués localement.

Safy T.

avec les syndicats du secteur de l'Education pour traiter et débattre du dossier du statut particulier des personnels du secteur, soulignant que ce dossier est décisif pour améliorer la situation professionnelle des travailleurs du secteur.

«L'amélioration de la situation sociale de l'enseignant est la plus importante préoccupation du secteur que nous œuvrons à promouvoir», a-t-il déclaré, signalant que tous les dossiers qui seront soulevés par les syndicats du secteur seront traités.

Par ailleurs, le ministre a souligné que le nombre d'intégrés dans le secteur de l'Education au niveau national, par le biais des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle des diplômés, est de 25 000 actuellement et atteindra d'ici à la fin de l'année 35 000.

D'autre part, M. Belabed a réaffirmé qu'il n'y a pas eu de pénurie de livres scolaires au niveau national, soulignant qu'aucun changement n'a été opéré dans sa distribution et sa vente qui s'effectue au sein des établissements scolaires. Les bibliothèques, les points de vente et les expositions sont venus renforcer les établissements scolaires en vue d'éviter l'affluence, dans le cadre de la prévention contre la propagation de la pandémie de coronavirus.

L'Office national des publications scolaires a produit 81 000 livres scolaires, ce qui dépasse de loin les besoins au niveau national, distribués à travers trois centres régionaux, 53 centres locaux relevant de l'Office, a-t-il fait savoir.

S'agissant de la situation des diplômés des écoles supérieures au niveau national, Abdelhakim Belabed a assuré que son département «œuvre pour ne laisser aucun diplômé de ces



écoles sans recrutement, partant de l'engagement du ministère», a-t-il affirmé.

Le ministre a souligné, lors de la rencontre qui l'a réuni au corps éducatif de la wilaya de Tissemsilt à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des enseignants, que le ministère œuvre pour agir en cohésion avec tous les partenaires sociaux, parents d'élèves et syndicats, déclarant : «Notre volonté de régler les problèmes socio-professionnels en concertation avec nos partenaires sociaux est intacte. Notre conviction est que le dialogue social est le seul moyen de résoudre les conflits».

M. Belabed a appelé les enseignants à «accompagner le ministère dans ses efforts pour

améliorer la qualité de l'enseignement dispensé à nos enfants, tout en préservant les deux principes qui sont au cœur de notre préoccupation, à savoir l'équité et la qualité pour continuer ensemble à construire une génération prête à porter le flambeau du progrès et de la prospérité d'une Algérie solidaire et grandiose».

En honorant les membres du corps enseignant à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des enseignants, le ministre a souligné que cette initiative est une preuve de l'intérêt accordé par la société au savoir, insistant sur «la coopération en vue de poursuivre les efforts pour donner la place méritée au système éducatif que nous œuvrons à

développer et à promouvoir».

Le ministre a honoré des enseignants qui ont obtenu des résultats positifs aux examens de fin d'année scolaire écoulée et des familles d'enseignants décédés suite à leur affection par le Covid-19.

Lors d'une visite au centre médico-social, géré par le comité de wilaya des œuvres sociales des travailleurs de l'Education, M. Belabed a appelé les affiliés du secteur à se faire vacciner contre le Covid-19, notant que son ministère a mobilisé pour la vaccination 1 500 unités de santé et de suivi (UDS), de même que des centres de médecine du travail et des centres médico-sociaux.

H. H.

Mise en œuvre des instructions de Tebboune lors de la rencontre walis-gouvernement

Ministère de l'Intérieur : réunion de coordination pour le suivi

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a présidé, mardi, au siège de son département ministériel, une réunion de coordination avec les walis de la République, portant sur le suivi de la mise en œuvre des instructions données par le président de la République, lors de la dernière rencontre du gouvernement avec le walis, a indiqué un communiqué du ministère.

A l'entame de la réunion de coordination qui a eu lieu par visioconférence, ont été abordés «le suivi de la mise en œuvre des instructions données par Monsieur le président de la

République lors de la dernière rencontre du gouvernement avec les walis, concernant l'encouragement de l'investissement et la création de richesses et d'emplois au niveau local, à travers l'accueil des investisseurs, tout en écoutant leurs préoccupations effective en vue de concrétiser leurs projets.

A été également abordé, l'octroi de toutes les facilitations et l'appui aux petites entreprises et aux jeunes porteurs de projets et leur intégration dans les mini-zones d'activités créées à cet effet à travers toutes les wilayas du pays».

La réunion a permis de rappeler «la priorité de la prise de dis-

positions opérationnelles urgentes pour améliorer les conditions de scolarisation, notamment à travers la prise en charge de la restauration, du transport et du chauffage, tout en veillant à pallier les insuffisances».

L'accent a été mis sur la nécessité de «conjuguer les efforts pour le parachèvement de tous les programmes inscrits au profit des zones d'ombre, avant la fin de l'année».

Concernant la situation épidémiologique relative à la propagation du coronavirus (Covid-19), le ministre de l'Intérieur a insisté sur l'impératif d'accélérer la cadence de la vaccination en

collaboration avec les services du ministère de la Santé, notamment à travers «l'encouragement de la vaccination dans les structures sanitaires de proximité, tout en maintenant un haut degré de vigilance pour préserver la stabilité de la situation pandémique».

Lors de cette réunion, des instructions ont été données pour améliorer le cadre de vie du citoyen et préserver la propriété de l'environnement, et ce, en collaboration avec les différents services locaux, en poursuivant la mise en œuvre des mesures préventives en prévision des saisons d'automne et d'hiver.

Hani Y.

Pétrole/Prix

Le Brent remonte à 82,27 dollars

■ Les prix du pétrole reculaient légèrement hier, après avoir atteint plus tôt dans la journée de nouveaux plus hauts en plusieurs années, tandis que le prix du gaz européen culminait à de nouveaux sommets.



Par Salem K.

Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre était en baisse de 0,35 % par rapport à la clôture de

la veille, à 82,27 dollars à Londres. A New York, le baril de WTI pour le mois de novembre abandonnait 0,44 % à 78,58 dollars.

Les deux contrats de référence ont cependant atteint en tout

début de séance européenne 83,47 dollars et 79,78 dollars le baril, une première pour le Brent depuis octobre 2018 et pour le WTI depuis novembre 2014.

Selon les analystes, le pétrole bénéficie des incertitudes

concernant les approvisionnements en énergie, «car les réserves de charbon, de gaz naturel et de brut semblent se resserrer».

La réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et de leurs alliés via l'accord Opec+ lundi «n'a fait qu'exacerber le problème» suite à sa décision d'ouvrir les vannes d'or noir autant que le marché pouvait l'espérer. Suivant son plan de juillet, l'Opec s'est contenté d'une augmentation de la production globale mensuelle de 400 000 barils par jour pour novembre. L'augmentation de près d'un million de barils des stocks de brut aux Etats-Unis, rapportée mardi par l'American Petroleum Institute (API), la fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier aux Etats-Unis, contribuait à ralentir l'envolée récente des cours du brut. L'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA), aux estimations jugées plus fiables sur cette évolution hebdomadaire, publiera ses propres chiffres sur les stocks plus tard dans la journée.

Les stocks de brut sont scru-

tés de près par les observateurs et acteurs de marchés, la vitesse à laquelle ils se réduisent aidant à apprécier l'ampleur du déficit entre l'offre, contrainte, et la demande, solide.

Le marché du gaz connaissait de son côté une nouvelle séance très active : le marché européen de référence, le TTF (Title Transfer Facility) néerlandais, affichait une hausse de 30,15 % à 151,00 euros le mégawattheure (MWh).

Pour expliquer cette hausse, les analystes évoquent un ensemble de facteurs composés «de prix élevés de l'électricité, de faibles stocks de gaz dans le monde entier, d'une offre limitée en provenance de Russie et la possibilité d'un hiver plus froid».

S. K.

Micro-entreprises Rencontre nationale prochaine avec les représentants des associations

Le ministre délégué chargé de la Micro-entreprise, Nassim Diafat, a annoncé, hier dans un communiqué, l'organisation prochaine d'une rencontre nationale avec les représentants des associations et organisations actives dans le domaine des micro-entreprises et de l'entrepreneuriat.

«L'organisation de cette rencontre intervient dans le cadre d'une série de rencontres périodiques tenues par le ministre délégué avec les différents acteurs dans le domaine de l'entrepreneuriat et de la micro-entreprise», ajoute le communiqué.

Le ministre délégué appelle les associations désirant participer à cette rencontre à s'inscrire en ligne via le lien consacré à cet effet via sa page Facebook, précisant que samedi prochain sera le dernier délai d'inscription.

R. E.

S. K.

Communications électroniques en Algérie

Un chiffre d'affaires de plus de 400 milliards de DA en 2020

Le secteur des communications électroniques a réalisé en 2020, au plan économique, des performances «satisfaisantes» avec plus de 85 milliards de dinars d'investissements, 404,42 milliards de chiffre d'affaires et 32 958 emplois directs, selon le bilan annuel de l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (Arpce).

«Les investissements réalisés par les opérateurs des communications électroniques sont de l'ordre de 85,95 milliards de dinars, dont 99,92 % par les opérateurs titulaires de licences mobile, fixe, GMPCS et VSAT», précise la même source, relevant

que les investissements techniques relatifs à la mise à niveau et le déploiement du réseau s'élèvent «à 79,65 % des investissements globaux». Durant l'année 2020, les opérateurs de communications électroniques ont réalisé un chiffre d'affaires de 404,42 milliards de dinars, dont 98,3 % par les opérateurs titulaires de licences mobile, fixe, GMPCS et VSAT. Le chiffre d'affaires de la téléphonie fixe et mobile a connu une hausse, passant de 283,58 milliards de dinars en 2010 à 393,05 milliards de dinars en 2020, mais a enregistré une légère hausse entre 2019 (392,58 milliards de dinars) et 2020 (393,05 milliards de

dinars), détaille l'Arpce. Concernant la téléphonie fixe, le chiffre d'affaires a doublé en 10 ans, passant de 61 milliards de DA en 2010 à 113 milliards de DA en 2020, alors que celui de la téléphonie mobile a connu une hausse constante entre l'année 2010 (222,58 milliards de dinars) et l'année 2016 (149,00 milliards de dinars) pour diminuer progressivement et atteindre en 2020 les 279,51 milliards de DA. Les opérateurs soumis au régime des autorisations en activité ont généré, quant à eux, un chiffre d'affaires de 6,68 milliards de dinars en 2020, contre 8,01 milliards de dinars en 2019, soit une baisse de 16,60 %.

Le chiffre d'affaires réalisé par les opérateurs titulaires d'une licence VSAT a atteint 4,19 milliards de dinars en 2020, contre 4,26 milliards de dinars en 2019, soit une baisse se rapprochant de 1,70 %. Durant le même exercice, le chiffre d'affaires réalisé par les opérateurs titulaires d'une licence GMPCS a atteint 0,50 milliards de dinars en 2020, contre 8,01 milliards de dinars en 2019, soit une régression de 16,60 %. S'agissant de l'emploi, le nombre des effectifs des opérateurs et prestataires exerçant dans le secteur des communications électroniques s'élève à 32 958 employés.

R. E.

S. K.

Algérie/Etats-Unis

L'Algérie réitère son soutien continu aux activités de la Fondation algéro-américaine AAF-CEST

Le représentant de l'ambassade d'Algérie à Washington, Taha Bachir Bencherif, a exprimé le «soutien continu» de l'Algérie aux activités de la Fondation algéro-américaine pour la culture, l'éducation, la science et la technologie (AAF-CEST), qui vient de clôturer les travaux de la quatrième édition de son Université d'été.

La clôture, le 2 octobre courant, des travaux de cette Université d'été à laquelle ont assisté près de 200 personnes entre chercheurs, doctorants, étudiants et enseignants algériens exerçant dans des universités algériennes et étrangères (Etats-Unis, Italie, Angleterre, Inde, Emirats arabes unis et autres), a vu la participation du Professeur Abdeldjelil Belarbi, président de la Fondation algéro-américaine (AAF-CEST), du Professeur Taha Maghroub comme modérateur et

un membre de ladite Fondation.

Le Consul général d'Algérie à New York, Brahim Chennouf, le représentant de l'ambassade d'Algérie à Washington, Taha Bachir Bencherif, et les enseignants présidant chaque atelier ainsi que le groupe musical algérien El Dey, y ont également pris part.

S'exprimant à cette occasion, le Consul général d'Algérie à New York et le représentant de l'ambassade d'Algérie à Washington ont salué et remercié les organisateurs de cette initiative, et réitéré leur soutien continu aux efforts de la Fondation pour appuyer ses activités visant à faire bénéficier l'Algérie des expériences et du savoir de ses compétences académiques nationales établies à l'étranger. De leur côté, les Professeurs Abdeldjelil Belarbi et Taha Maghroub ont tout d'abord manifesté leur satisfaction

quant au succès qui a couronné cette 4^e édition, avant d'indiquer que leur Fondation a veillé, avant tout, à faire pérenniser cette initiative qui a débuté en 2018.

Ils n'ont pas manqué, à cet titre, de remercier tous les intervenants, le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger notamment pour son soutien continu à cette initiative, ainsi que le groupe musical El Dey pour avoir animé musicalement la clôture de cette université d'été.

Pour rappel, cette manifestation qui s'est étalée en deux sessions : 1^{re} partie les 27/28/29 août et 2^e partie les 10/11/12 septembre 2021, s'est déroulée en quatre sessions de cours, consacrés autour de quatre axes, à savoir : énergie renouvelable, biologie, biotechnologie et santé, génie civil et enfin informatique et cyber-

sécurité.

La Fondation algéro-américaine pour la culture, l'éducation, la science et la technologie (AAF-CEST) a déjà tenu trois universités d'été en 2018, 2019 et 2020, respectivement à l'université des Sciences et de la Technologie Houari-Boumediène (USTHB) à Alger et à l'université Mustapha-Benboulaïd à Batna en 2018, à la Faculté de médecine de l'université Mustapha-Benboulaïd à Batna en 2019 et une université virtuelle via vidéoconférence en 2020.

La Fondation algéro-américaine a aussi organisé à Oran, pendant trois jours, du 29 février au 2 mars 2020, un séminaire médical sur l'obésité et l'asthme chez les enfants, en partenariat avec le Centre médical de l'hôpital pour enfants de Cincinnati (CCHMC) aux Etats-Unis.

Maya G.

Hadj Koula, 32 ans de service, toujours la même détermination

■ Les trente-deux années de service n'ont pas altéré la détermination de ce professeur de physique du cycle moyen qui, malgré les bouleversements qu'a connus le secteur de l'Education, continue de donner le meilleur de lui-même, parfois aux dépens de sa santé et de sa famille.

Par Mahi Y./APS

Hadj Koula Banalia, enseignant au CEM « A b d e l k a d e r - Yahiaoui », sis au pôle urbain de Médéa, veille à ce que tous les élèves aient droit au même traitement et attention afin de leur assurer un enseignement de qualité qui puisse leur servir demain.

Pour lui, tous les élèves doivent être traités de la même façon, car tous ont besoin d'apprendre et d'accumuler des connaissances susceptibles de les aider, plus tard, dans leurs carrières professionnelles, estimant qu'il est du devoir de l'enseignant d'adopter la même attitude avec tous les élèves, sans favoritisme ni exclusion.

Son parcours professionnel, il l'entame en 1989 dans la ville de Seghouane, à 43 km au sud-est de Médéa, une région agro-pastorale, épargnée encore par les influences de la ville et ses tracasseries, où il fera son baptême. Bien qu'il ait réussi facilement à s'intégrer au sein de cette communauté, il est contraint de quitter Seghouane au bout d'une année, pour rejoindre un autre établissement d'enseignement du cycle moyen, situé dans sa ville natale de Chellalet-el-Adhaoura, à 100 km, à l'extrême Est du chef-lieu de wilaya.

C'est l'éloignement qui pous-

se ce jeune enseignant à mettre un terme à cette première et riche expérience dans le domaine de l'enseignement. Il garde un bon souvenir de son passage dans cette commune rurale, calme et paisible, jouissant de l'estime et la considération de la part aussi bien des élèves que des leurs parents.

De retour chez lui à Chellalet-el-Adhaoura, Hadj Koula mettra à profit sa maigre expérience pour s'affirmer davantage parmi la communauté d'enseignants, en particulier dans sa discipline, au point de devenir, au bout de quelques années, une «*référence locale*». Il fera preuve de la même détermination et abnégation qu'à ces débuts et ce, pendant plus de vingt-quatre ans. Son cours de physique, matière scientifique qui accroche d'habitude difficilement les élèves, est l'un des moments les plus attendus par ses élèves.

Il reconnaît, d'ailleurs, qu'il s'arrangeait pour que le cours se passe dans une atmosphère décontractée qui incite les élèves à surmonter leur stress, de s'impliquer dans le déroulement du cours et se débarrasser de certaines appréhensions qu'ont les élèves de cette matière.

Pari réussi pour Hadj Koula qui parvient à faire aimer cette matière aux centaines d'élèves qu'il a vus défiler dans sa classe, au cours des vingt-quatre



années qu'il va passer à Chellalet-el-Adhaoura, dont certains élèves, notamment parmi les filles, vont obtenir les meilleures notes aux examens de fin de cycle moyen.

Un résultat qui l'encourage et le stimule, selon ses propos, d'autant qu'il se voit récompenser ainsi pour les efforts déployés et les sacrifices consentis pour former l'élite de demain. Une satisfaction «*morale*» pour cet enseignant qui l'aide à persévérer dans sa démarche, en dépit de la pénibilité de ce métier et l'obligation de s'adapter, à chaque fois, aux nouvelles

orientations introduites dans le système éducatif.

Les changements à répétition opérés dans le système éducatif «*ont eu un impact négatif sur la performance de l'enseignant et la qualité de l'enseignement*», déplore-t-il, assurant que l'enseignant se «*retrouve déstabilisé et subit plus de pression et de stress, car contraint de s'adapter sans cesse à ces changements et fournir plus d'efforts pour les faire appliquer, au lieu de se concentrer sur l'aspect pédagogique*».

L'enseignant «*infatigable*» décide, après presque un quart

de siècle passé dans sa ville natale, de s'installer, en 2005, à Médéa, dernière étape de sa carrière professionnelle, avant une retraite qui devrait intervenir d'ici trois ans.

Aujourd'hui encore, il affiche un dynamisme inhabituel pour un enseignant qui comptabilise tant d'années de service, conscient de la noblesse de sa mission et du mérite à transmettre le savoir qu'il a lui-même acquis auprès de ces prédécesseurs, aux autres générations et apporter ainsi sa maigre contribution à l'édifice.

M. Y./APS

Tipasa

Cheikh Khemis Mansour, un exemple de dévouement au noble métier d'enseignant

Après 36 ans de service dans le secteur de l'Education, Cheikh Khemis Mansour, cadre assidu de la ville de Tipasa, a pris sa retraite pour un repos bien mérité avec la conviction d'un travail largement accompli dans l'enseignement, un choix assumé non sans fierté.

Dans un entretien à l'APS à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des enseignants (5 octobre), Cheikh Khemis Mansour, nostalgique de sa «*belle mission*» dans le corps de l'Education nationale, n'a de cesse de repenser à son parcours professionnel qu'il avait entamé en 1983 pour l'achever en 2017.

«*Durant toutes ces années, je suis resté fidèle à moi-même et à ma noble mission que j'ai choisie et accomplie en toute conviction. Je n'ai jamais regretté ce choix*», a-t-il dit.

Contrairement à certaines de ses connaissances de la ville de Tipasa, ville côtière touristique par excellence, ayant opté pour des métiers peu contraignants et beaucoup moins fatigants que l'enseignement qui exige une attention soutenue, Cheikh Khemis Mansour a choisi le tableau et la craie pour communiquer le savoir. «*Un métier noble grâce auquel je*

vivrai fier tout au long de ma vie», assure-t-il nostalgique.

Une fierté et un orgueil chaque jour renouvelés quand son regard croise, dans les rues de Tipasa, «*les générations de cadres qui sont passées par mes classes, dont des médecins, dentistes, ingénieurs, pilotes, administrateurs, avocats, policiers et autres enseignants et professeurs. Un sentiment inestimable*», affirme-t-il avec une fierté non dissimulée.

Reconnu par les citoyens de Tipasa pour sa droiture et sa noblesse d'âme, Cheikh Mansour a tenu à mettre en exergue son histoire avec l'enseignement, un corps qu'il n'a nullement intégré par «*pur hasard, ou juste pour travailler*», mais «*par amour du métier. Un rêve d'enfance*», assure-t-il. Il se souvient du jour où son frère aîné avait rejoint le corps enseignant alors qu'il avait lui tout juste 10 ans. «*Ce fut le début de mon rêve*», raconte-t-il, se remémorant son frère, son idole qui, muni de son cartable, rejoignait chaque matin l'établissement scolaire dans lequel il enseignait sous les regards respectueux de ses connaissances.

En 1981 cheikh Mansour était élève en 3^e année secondaire au lycée Ziania de Cherchell, filière sciences. Son sérieux et

sa discipline lui valurent d'être choisi pour occuper le poste de surveillant à l'internat de cet établissement secondaire.

Il avait enseigné plus tard l'arabe au primaire, avant d'être promu à plusieurs postes dans le secteur éducatif, dont le dernier a été celui de directeur, avant de prendre sa retraite après 36 années de service bien rempli.

Son échec au baccalauréat a été l'autre facteur ayant concouru à l'intégration du corps enseignant, dit-il, car «*j'étais élève en sciences, alors que je préférerais de loin les sciences humaines. J'ai choisi l'enseignement en dépit de plusieurs offres de travail qui m'ont été faites par d'autres secteurs plus attrayants pour les jeunes de l'époque*».

Après avoir dépassé le choc de son échec au Bac, il s'inscrit à l'Institut de technologie de l'éducation Ibn Haouzi de Boufarik (Blida) durant l'année professionnelle 1981/1982. Son premier poste d'emploi dans l'éducation a été à l'école de Chaiba, durant l'année scolaire 1983/1984. «*Je me rappellerai toute ma vie de mon premier jour à l'école Mohamed-Boudjemâa, sur les hauteurs de Tipasa. J'étais le premier à arriver sur place, après le gardien de l'établisse-*

ment», assure-t-il, évoquant, non sans émotion, sa première cérémonie de levée des couleurs dans la cour de l'école. Une cérémonie à laquelle il est demeuré fidèle durant tout son parcours professionnel, assure-t-il.

Selon le témoignage de son collègue Djilali Benyahia, inspecteur de l'éducation, le dossier professionnel de Cheikh Khemis Mansour «*est totalement exempt de sanctions, ce qui atteste de son sérieux et son abnégation totale dans le travail*». La discipline et le sérieux de cet enseignant «*est exemplaire*», de l'avis même de ses anciens élèves, de ses collègues et tous ceux qui l'ont côtoyé dans son travail, en tant qu'enseignant, directeur et formateur, souligne M. Benyahia, qualifiant son départ de «*perte*» pour le secteur éducatif de Tipasa.

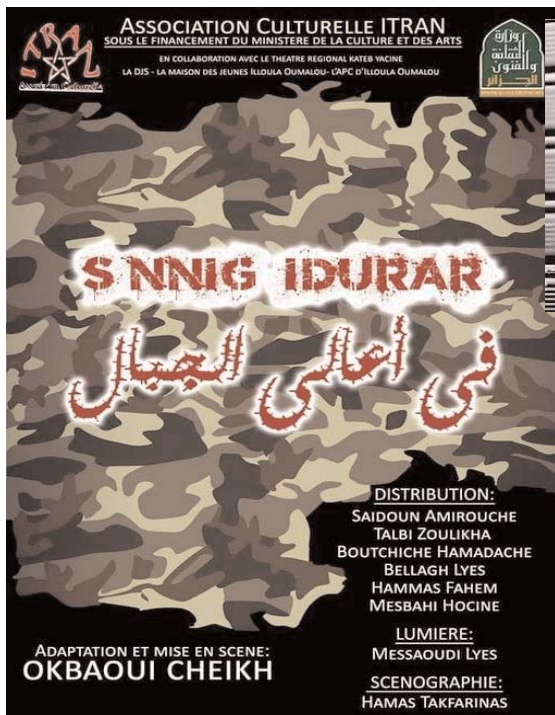
En nostalgique, Cheikh Khemis Mansour s'implique dans la célébration de certaines manifestations, à l'instar de «*Youm el Ilm*» (journée du Savoir) et d'autres compétitions sportives et culturelles abritées par les établissements scolaires de la wilaya, question pour lui de raviver le souvenir de sa «*belle mission*» dans le secteur de l'Education.

Dalil N.

En hommage à l'artiste Djamel Bensmail

Générale de la pièce «S Ninig Idurar» à Tizi-Ouzou

■ La générale de la pièce théâtrale «S Ninig Idurar» (Du haut des montagnes) a été présentée au public mardi au théâtre régional Kateb-Yacine de Tizi-Ouzou, devant un public qui attendait l'ouverture de cet établissement culturel avec impatience.



Par Abla Selles

Cette pièce de théâtre, adaptée et mise en scène par Okbaoui Bencheikh d'après un texte de l'écrivain irakien Fallah Chaker, est réalisée en hommage à l'artiste Djamel Bensmail. Ce sont les comédiens de l'association Itran (les étoiles) d'Illoula Oumalou qui ont interprété avec brio cette pièce de théâtre, dont la trame est «un hymne à l'amour comme remède aux maux de notre temps», précise son metteur en scène, Okbaoui Bencheikh.

La pièce met en scène une

femme ayant perdu son amoureux lors d'une guerre et, toute endeuillée, rencontre «un génie à qui elle demande de le lui ramener en vie. Ne pouvant accéder à sa demande, il s'emploie à lui faire revivre ses derniers souvenirs avec lui, avant que leur relation ne se transforme en un amour impossible».

Dans un programme communiqué à l'occasion, 9 représentations théâtrales, dont 3 pour enfants, sont prévues courant de ce mois d'octobre au niveau du théâtre régional Kateb-Yacine.

Le public a exprimé son soulagement suite à l'ouverture du théâtre de la ville, fermé depuis le début de la pandémie de Covid-19 en Algérie. «Notre théâtre nous manque énormément et j'ai hâte de voir nos artistes sur ses planches», a déclaré une passionnée du sixième art. «C'était très engageant de voir tous les établissements culturels et artistiques fermés au public. C'était très étouffant».

Il est à noter que le théâtre régional de Tizi Ouzou, comme tous les établissements du pays,

a annoncé l'arrêt de ses activités depuis le début de la pandémie de Covid-19. Il s'agit d'une mesure de prévention contre la propagation de ce virus qui a causé la mort d'un grand nombre de personnes en Algérie et à l'étranger. Le but majeur de cette décision prise par le gouvernement est d'éviter au maximum le regroupement des gens afin de réduire la contamination au Covid-19.

A. S.

Prix Goncourt 2021 Neuf romans en lice et un changement de règlement

L'Académie Goncourt a annoncé avoir adopté de nouvelles règles à son Prix, la plus prestigieuse des récompenses littéraires françaises, avec neuf titres pour la deuxième sélection dévoilée mardi.

Adoptée à l'unanimité, une des nouvelles règles rend inéligibles «les ouvrages des conjoints, compagnons ou proches parents des membres du jury». Cette règle qui oblige les jurés à révéler un tel lien de proximité sous peine d'exclusion, est la suite de la révélation des liens entre François Noudelmann, retenu dans la première sélection, et sa compagne Camille Laurens, membre de l'Académie.

Le livre en question, «Les Enfants de Cadillac», a été écarté de la deuxième sélection du prix Goncourt, la règle prenant effet immédiatement.

Les membres du jury qui tiennent une rubrique littéraire dans un média auront également à s'abstenir de chroniquer les ouvrages qui figurent dans la sélection aussi longtemps que ces ouvrages y figurent, selon les termes d'une autre règle, adoptée également à l'unanimité. La deuxième sélection dévoilée mardi, avec neuf titres, montre deux éliminations qui contrastent avec l'enthousiasme de la critique littéraire et des lecteurs, celle de «Feu» de Maria Pourchet et d'«Au printemps des monstres» de Philippe Jaenada.

Elle comprend «Le Voyage dans l'Est» de Christine Angot, «La Carte postale» d'Anne Berest, «Enfant de sauld» de Sorj Chalandon, «Milwaukee Blues» de Louis-Philippe Dalembert, «L'Eternel Fiancé» d'Agnès Desarthe, «S'adapter» de Clara Dupont-Monod, «Le Voyant d'Etampes» d'Abel Quentin, «La Plus Secrète Mémoire des hommes» de Mohamed Mbougar Sarr et «La Fille qu'on appelle» de Tanguy Viel. Les quatre finalistes de l'édition 2021 du prix Goncourt seront annoncés le 26 octobre, selon l'Académie.

M. L.

Opéra d'Alger

La composante des nouveaux ensembles symphoniques dévoilée

La liste complète des candidats retenus suite aux auditions organisées du 20 au 24 septembre en vue de l'enrichissement et le renouvellement des effectifs symphoniques de l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih, a récemment été dévoilée sur la page officielle de cette institution culturelle.

Venus de différentes régions d'Algérie, 57 instrumentistes et 40 choristes ont été retenus sur plus de 120 candidats auditionnés durant quatre jours par le

jury dirigé par Tarek Benouarka, répartis sur quatre institutions artistiques : les orchestres symphoniques, «A» (ancien) et «B» (nouveau), celui de variétés (nouveau) ainsi que celui du Chœur symphonique de l'Opéra d'Alger, respectivement dirigées par Lotfi Saidi, Sid Ahmed Fellah, Fateheddine Mehalla et Zouhir Mazari.

Entre autres orientations décidées par la direction générale, la tenue de deux auditions par an permettant une évaluation constante des effectifs des orchestres symphoniques et du Chœur lyrique de l'opéra, ainsi que l'intégration régulière de nouveaux talents en provenance de tout le territoire, à qui seront proposées de nombreuses perspectives de carrière artistique et

plans d'évolution professionnelle.

Une nouvelle organisation a également été établie à l'issue de cette première session d'audition avec un recrutement de jeunes solistes et chanteurs choristes, et la mise en place d'un programme de formation spécifique de haut niveau en vue de la préparation d'une programmation artistique variée considérablement enrichie.

Les effectifs constitués «sont déjà intégrés dans l'organigramme de travail et de répétitions de l'Opéra d'Alger et sont actuellement en phase de préparation de répétitions, spectacles et concerts», peut-on également lire sur la page officielle de l'Opéra d'Alger.

L'Opéra d'Alger Boualem-

Bessaih avait annoncé la reprise des ateliers de formation et de perfectionnement dans douze disciplines artistiques, assurés par des professeurs «qualifiés et expérimentés».

Entre autres disciplines dans les arts de la scène au programme de ces cycles de formation, la danse, la musique, le chant, le théâtre, les arts plastiques et le chant arabe et variétés.

L'opération d'enrichissement des effectifs symphoniques de l'Opéra d'Alger vise essentiellement, selon la directrice générale de l'Opéra d'Alger, Fatma Zohra Namous Senouci, à «offrir des opportunités aux jeunes, découvrir de nouveaux talents dans le but d'un renouvellement des effectifs artistiques de l'Opéra d'Alger».

L. B.

Agend'Art

Dar Abdellatif à Alger 9 octobre :

L'Agence Algérienne pour le Rayonnement culturel (AARC) organise à travers son département Livre et Documentation, une conférence-débat animée par le journaliste-historien et membre fondateur de la «Fondation Emir Abdelkader», D' Amar Belkhdja, ayant pour thème «Ce qu'ils ont dit sur l'Emir Abdelkader».

Siège de l'ambassade de la République de Corée Jusqu'au 27 Octobre :

L'ambassade de la République de Corée annonce le lancement du «MIKTA Film Festival 2021», en coopération avec le Mexique, l'Indonésie et la Turquie.

Journées littéraires à Tébessa

La 12^e édition organisée en mode présentiel

La wilaya de Tébessa abritera la 12^e édition des Journées littéraires à partir du 16 octobre prochain, durant trois jours, a indiqué, mardi, le directeur de la maison de la culture Mohamed-Chebouki, initiatrice de cette manifestation.

L'événement littéraire et culturel qui aura lieu pour la 12^e année consécutive à Tébessa, constitue une «occasion pour des écrivains et des poètes de différentes wilayas du pays devant

leur permettre de se rencontrer», a souligné Mounir Mouissi, notant que l'édition de cette année sera organisée en présence du public après avoir été tenue virtuellement durant l'année écoulée en raison de l'épidémie de Covid-19.

M. Mouissi a ajouté que des dizaines de textes poétiques, reçus de diverses régions du pays, sont actuellement en cours d'évaluation par le comité de sélection, dans le but de sélectionner les œuvres qui partici-

pent à cette édition organisée sous le slogan «Journées littéraires de la douleur à l'espoir».

«Un salon du livre sera également organisé en marge de cette manifestation culturelle qui sera une occasion pour le public et les intellectuels de profiter de rencontres littéraires après en avoir été empêchés par la pandémie de Covid -19», a conclu la même source.

M. K.



Royaume-Uni

Malgré les crises, Johnson promet une économie post-Brexit premium

■ Dans un Royaume-Uni cerné par les crises et les pénuries, le Premier ministre britannique, Boris Johnson, a promis, hier devant ses troupes, de négocier le virage d'une économie post-Brexit dont «hauts salaires» et «hautes qualifications» seront les piliers.

Par Mourad M.

Des abattoirs aux camions-citernes, le manque de main-d'œuvre frappe de plein fouet le Royaume-Uni et vient semer le doute et l'impatience face au slogan martelé par le dirigeant conservateur de 57 ans de «reconstruire en mieux» après la pandémie et le Brexit.

Mais Boris Johnson, qui s'adressera en personne pour la première fois depuis deux ans à son parti réuni en congrès, assure que le Royaume-Uni traverse là une période de transition.

«Nous nous attaquons aux problèmes sous-jacents les plus importants de notre économie et de notre société», devait-il déclarer, pour clore la grande messe des conservateurs à Manchester (nord-ouest), «les problèmes auxquels aucun gouvernement n'a eu les tripes de s'attaquer auparavant».

Il s'agit là d'un «*changement de direction qui n'a que trop tardé pour l'économie britannique*», selon des extraits de son discours, dans lequel il doit répéter que le pays tourne le dos à un «*vieux système cassé*» reposant sur «*de bas salaires, une faible croissance, de faibles qualifications et une faible productivité, le tout rendu possible et facilité par une immigration incontrôlée*».

Les secousses que connaît depuis la rentrée le Royaume-Uni mettent en évidence l'importance de la main-d'œuvre étrangère dans le pays. Une «*addiction*» dont il veut sortir, a déclaré hier matin sur la BBC le vice-Premier ministre, Dominic Raab.

Le gouvernement de Boris Johnson a dû assouplir au moins temporairement sa ligne en matière d'immigration, un des engagements du Brexit pour lequel il a tant milité, en accordant 10 500 visas de travail temporaires pour venir à la rescous-

se de secteurs comme le transport ou l'élevage de volailles.

Mais certains visas ne trouvent pas preneur. Seuls 27 chauffeurs de camions-citernes avaient ainsi mardi déposé une demande nominative, sur les 300 visas offerts à cette profession, selon le ministère des Transports.

Affichant un optimisme à tous crins, Boris Johnson rejette l'idée de crise. Il a estimé sur la BBC mardi que la situation de l'économie britannique, comme l'économie mondiale, était celle d'un «*géant qui se réveille*».

L'opposition travailliste, par la voix de la présidente du Labour Anneliese Dodds, a répliqué en l'accusant de «*ne pas voir la crise qui le regarde en face*».

A moins d'un mois de la COP26 sur le climat organisée à Glasgow (Ecosse), Boris Johnson est également attendu sur ses engagements pour l'environnement.

Son gouvernement a fixé à 2035 l'objectif d'une production d'électricité décarbonée, ajoutant selon Boris Johnson aux vertus environnementales l'avantage de ne plus dépendre des hydrocarbures venant de l'étranger, en pleine flambée des prix



Ph. > D. R.

du gaz.

Mais depuis l'ouverture du congrès conservateur dimanche, le climat est le grand absent des discours de ses ministres.

La question n'a pas été abordée par le ministre des Finances, Rishi Sunak, lorsqu'il a présenté lundi sa stratégie pour redresser les finances du pays après la pandémie, en mettant l'accent sur la technologie.

Un «*signe néfaste*» avant la COP26, selon Rebecca Newsom, de Greenpeace UK.

«*Consacrer plus d'argent aux infrastructures qualifiées maintenant permettrait d'économiser des sommes énormes plus tard et de*

créer des millions de nouveaux emplois», a-t-elle estimé, jugeant qu'au «*moment où nous avons besoin de dépenses pour un avenir sans carbone, Rishi semble faire un grand pas en arrière*».

Si le sujet a été évoqué mardi par la ministre de l'Intérieur Priti Patel, c'est pour promettre un durcissement de l'arsenal policier et judiciaire contre les militants écologistes qui bloquent régulièrement des axes routiers ces dernières semaines. Des militants que Boris Johnson a qualifiés de «*grincheux irresponsables*».

M. M.



Commentaire

Dynamique

Par Fouzia Mahmoudi

La bulle «Zemmour» va-t-elle finir par exploser ou le journaliste a-t-il une véritable chance de percer lors de la prochaine élection présidentielle française ? Le dernier sondage publié sur le scrutin d'avril prochain indique en tout cas que loin de stagner ou de faiblir, la dynamique derrière une possible candidature d'Éric Zemmour ne cesse de se renforcer. Alors que le polémiste n'a toujours pas officiellement déclaré sa candidature, il est désormais en bonne position pour se qualifier au second tour face à Emmanuel Macron, selon un sondage Harris Interactive publié par Challenges hier. Depuis le dernier sondage, il progresse de quatre points et enregistre 17 % des intentions de vote, devançant Marine Le Pen, la candidate du Rassemblement National (15 %, -13 points depuis l'été). C'est donc lui qui affronterait Emmanuel Macron, crédité de 24 % au premier tour, si la présidentielle avait lieu cette semaine. L'auteur à succès, dont le dernier livre se vend par dizaines de milliers, a plus que doublé son score en moins d'un mois, devançant chaque semaine un nouveau prétendant à l'Élysée. «*Jamais nous n'avions assisté à une ascension aussi fulgurante en si peu de temps*», insiste Jean-Daniel Lévy, directeur délégué de Harris Interactive. Selon lui, «*on assiste à l'effondrement du cœur même de l'électorat de Marine Le Pen*». Alors qu'elle parvenait à conserver une bonne partie de son électorat de 2017, les transferts en direction d'Éric Zemmour se sont accélérés, dans un phénomène de vases communicants. La défaite de Marine Le Pen face à Emmanuel Macron est un souvenir encore frais pour un noyau qui, rapidement, se fait à l'idée de présenter un nouveau champion pour augmenter ses chances en 2022. S'il grappille des intentions de vote au Rassemblement National, Éric Zemmour donne aussi bien un coup de frein au décollage de la campagne de la droite. Ainsi, Xavier Bertrand, toujours le mieux placé à droite, ne progresse pas et perd même un point, à 13 % d'intentions de vote. Selon cette étude, Éric Zemmour obtiendrait également 17 % face à Valérie Pécresse (11 %), et 18 % face à Michel Barnier (7 %). À gauche, Jean-Luc Mélenchon est en pole position avec 11 % devant Jadot et Hidalgo, crédités de chacun 6 % des voix. Quant au second tour, Éric Zemmour semble bénéficier d'un fort désengagement des électeurs de gauche (51 % des écologistes et insoumis ne choisiraient pas entre Zemmour et Macron) et de l'attrait de certains électeurs de droite. Le journaliste enregistre 45 % des intentions de vote face à Emmanuel Macron au second tour. Reste à voir si ces scores là resteront constants jusqu'au premier tour de la présidentielle, ou si d'ici là les électeurs se tourneront vers des candidats plus traditionnels et expérimentés, échaudés par le quinquennat d'Emmanuel Macron, lui aussi novice en politique, qui leur avait promis monts et merveilles et qui leur a servi le pire mandat présidentiel de la V^e République.

F. M.

Europe

L'UE tente de rassurer des Balkans frustrés, sans leur ouvrir la porte

Réunis en sommet en Slovaquie, les dirigeants de l'Union européenne tentaient hier d'apaiser la frustration des Balkans occidentaux, bloqués depuis des années dans l'antichambre de l'UE, avec la tentation de se tourner vers la Russie et la Chine. A son arrivée au château de Brdo sous une pluie battante, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, leur a donné un signe d'espoir.

«*Nous souhaitons envoyer un message clair aux Balkans occidentaux : nous vous voulons dans l'UE, gardez le cap, n'abandonnez pas. Le but est à portée de main*», a-t-elle lancé.

Mais sur le tortueux chemin de l'intégration européenne, les dirigeants de l'Albanie, de la Bosnie, de la Serbie, du Monténégro, de la Macédoine du Nord et du Kosovo, ne peuvent espérer de percée dans un avenir proche. Et ils n'ont pas caché leur déception.

«*Je n'ai aucune illusion en ce qui concerne une adhésion rapide à l'UE*», a confié aux médias de son pays le président serbe, Aleksandar Vucic. «*Actuellement, l'élargissement aux Balkans n'est ni un thème dominant ni un thème popula-*

ire».

Le Premier ministre du Kosovo a dénoncé «*une injustice*». «*Bien sûr, je suis critique, a souligné Albin Kurti, même si j'espère encore que l'UE va rester fidèle à sa vocation d'élargissement*».

Les six candidats bénéficient, certes, du soutien actif de l'Autriche, de la Hongrie ou de la Slovaquie, pays hôte de la réunion qui assure actuellement la présidence tournante de l'UE. Mais les réticences des autres États membres sont trop fortes : certains redoutent un afflux migratoire, d'autres blâment des réformes trop timides, par exemple sur le respect de l'État de droit ou la lutte contre la corruption.

La France, le Danemark et les Pays-Bas avaient gelé les négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine du Nord en 2019, avant que le processus ne soit relancé un an plus tard.

De son côté, la Bulgarie met en avant un différend historique avec la Macédoine pour justifier son veto au démarrage des pourparlers.

Quant au Kosovo et à la Serbie, qui n'a jamais reconnu l'indépendance de son ancienne province à majorité albanaise, leurs relations tumultueuses sont un obstacle majeur à leur

entrée dans l'UE.

«*Nous nous sommes préparés plusieurs fois pour un mariage, or les invités ne sont pas venus*», avait récemment résumé le Premier ministre albanais, Edi Rama, mettant en doute la crédibilité de l'UE. «*Si nous ne nous préparons plus, nous continuons à montrer notre amour*», avait-il cependant ajouté.

Après d'âpres marchandages en amont de la réunion, les membres de l'UE ont accepté de réitérer «*leur engagement envers le processus d'élargissement*» afin d'éviter une rupture de confiance, selon un projet de déclaration finale consulté par l'AFP.

Mais ils sont restés sourds aux demandes de la Slovaquie, qui voulait que l'UE s'engage à une adhésion d'ici à 2030.

«*Une date butoir aurait motivé les leaders pour mettre en place des réformes*», plaide une source proche de la Présidence slovène, citée par le journal «*Dnevnik*».

Face à ce blocage, la Russie et la Chine avancent leurs pions dans cette région stratégique.

Elles y ont envoyé des millions de doses de vaccin pour l'aider à lutter contre la pandémie de coronavirus.



Ligue 1

Le calendrier de la saison 2021-2022 dévoilé aujourd'hui

La Ligue de football professionnel (LFP) procède aujourd'hui au tirage au sort du calendrier du championnat de Ligue 1 pour la saison sportive 2021-2022, a annoncé l'instance dirigeante de la compétition, mardi, sur son site officiel. «La LFP informe les clubs de la Ligue 1 que le tirage au sort du calendrier aura lieu jeudi 7 octobre à 10h30 au siège de la LFP», a-t-

elle indiqué dans un communiqué. Le championnat de Ligue 1 débutera le week-end du 22-23 octobre, en présence de 18 clubs, et avec au menu 34 journées. Les clubs du RC Arbaâ et du HB Chelghoum-Laid sont les deux promus en Ligue 1, alors que l'AS Aïn M'ilia, l'USM Bel-Abbès, le CA Bordj Bou-Arréridj et la JSM Skikda ont été relégués en Ligue 2 amateur.

Coupe de la Confédération (2^e tour préliminaire/aller)

Un trio arbitral tunisien pour AS FAR-JSK

La Confédération africaine de football (CAF) a désigné un trio arbitral tunisien pour diriger le match opposant l'AS FAR de Rabat (Maroc) à la JS Kabylie, le 16 octobre, pour le compte du 2^e tour préliminaire aller de la Coupe de la Confédération. Le trio sera dirigé par Haythem Guirat, assisté de Faouzi Jridi et Houada Afine. Mehrez Melki étant l'arbitre de réserve.

Finaliste malheureux la saison dernière et exemptée du tour préliminaire, la JSK affrontera l'AS FAR qui s'est qualifiée au détriment des Béninois de Buffles FC (3-1 aller et 0-0 retour). La JS Saoura, second représentant algérien dans cette compétition, jouera contre l'ASA Concorde (Mauritanie) après avoir été elle aussi exemptée du 1^{er} tour préliminaire.

USM Alger

Sid Ali Yahiaoui nouveau secrétaire général

Sid Ali Yahiaoui est devenu le nouveau secrétaire général de l'USM Alger en remplacement de Nadir Bouzenad, parti à la JS Kabylie, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football, mardi. Sid Ali Yahiaoui avait occupé le même poste au sein de la Ligue de football professionnel (LFP) à deux reprises et à la Fédération algérienne de football (FAF) sous Mohamed Raouraoua. La

nomination de Yahiaoui intervient un mois après l'arrivée de l'ancien milieu offensif du club, Hocine Achiou, en tant que directeur sportif, en remplacement de Antar Yahia. Le changement a également touché la barre technique, avec l'arrivée de l'entraîneur français Denis Lavagne, qui a succédé à Mounir Zeghdoud, dont le contrat a été résilié à l'amiable cet été.

NA Hussein-Dey

Zaoui revient sur sa démission et reprend ses fonctions

L'entraîneur Karim Zaoui, démissionnaire dimanche de son poste en raison de l'immixtion d'un dirigeant dans son travail, est revenu sur sa décision de partir, dirigeant mardi la séance d'entraînement effectuée à Alger, a appris l'APS auprès de l'intéressé. «Je suis revenu sur ma démission, car je ne pouvais laisser le club livré à lui-même en cette période de préparation en vue de la prochaine saison. J'ai parlé avec le président du directoire, Sofiane Boudrouaya et le dirigeant, Kamel Saoudi, une entrevue au cours de laquelle on a mis les points sur les "i". Dorénavant, chacun a ses prérogatives et personne ne pourra s'immiscer dans mon travail», a expliqué le coach des «Sang et Or». Ancien joueur du club, Zaoui (51 ans) a annoncé lundi sa démission, évoquant l'immixtion d'un dirigeant dans son travail : «Un dirigeant voulait engager un joueur de 31 ans qui n'a plus joué depuis deux ans et

dont je préfère taire le nom. J'ai catégoriquement refusé sa proposition car je ne suis pas le genre à qui on impose quoi que ce soit au travail, je ne suis pas là pour faire du social». Par ailleurs, le NAHD, qui a enregistré l'arrivée notamment du gardien de but Ahmed Boutaga (MC Alger) et du défenseur Mohamed Amine Tiboutine (RC Kouba), poursuit son stage à Alger, au cours duquel les coéquipiers de l'attaquant Rachid Nadji disputeront «deux à trois tests amicaux». «Le premier match amical se jouera vendredi face à l'ES Ben Aknoun, alors que le second est programmé face au MC El-Bayadh le 12 octobre. Il y aura la possibilité de disputer un troisième et dernier match de préparation avant le début du championnat», a-t-il ajouté. Le NAHD a traversé un été assez mouvementé au niveau de la direction, avec la démission actée du président Mahfoud Ould Zmirli.

Real Madrid

Perez espère boucler la signature de Mbappé dès le 1^{er} janvier

Le président du Real Madrid (Liga espagnole de football), Florentino Perez, a indiqué mardi qu'il espérait finaliser la signature de l'attaquant international français du Paris SG, Kylian Mbappé, dès le 1^{er} janvier prochain. «Nous espérons que tout pourra être réglé le 1^{er} janvier», a indiqué le patron du club madrilène dans un entretien accordé au journal

espagnol «El Debate». Lors de cette rencontre, Pérez s'est montré optimiste quant à la possibilité que Kylian Mbappé puisse signer un contrat au Real Madrid dès le mois de janvier, date à laquelle l'international français sera libre de s'engager dans le club qu'il souhaite la saison prochaine. Le dirigeant a notamment rebondi à l'interview de l'at-

Eliminatoires du Mondial 2022/Algérie-Niger ce vendredi

Les Verts pour consolider leur position

«L'équipe nationale de football jouera ce vendredi son premier match de la double confrontation face au Niger, comptant pour la troisième journée des éliminatoires du Mondial 2022 au Qatar, avec l'espoir d'engranger trois autres points qui lui permettraient de garder sa position en tête du groupe et de se rapprocher des barrages afin d'arracher ce ticket parmi les cinq mis en jeu pour l'Afrique à la phase finale de la Coupe du Monde.



Les Verts misent beaucoup sur cette double confrontation

Par Mahfoud M.

Ce match intervient dans des circonstances quelque peu particulières, vu que de nombreux cadres souffrent de blessures, à l'instar de Bensebaini, Feghouli, Slimani et Belamri. Si les trois premiers joueurs ont été quand même convoqués par Belmadi, le dernier cité n'a pas été du voyage et est déclaré forfait pour les deux matchs que disputeront les Verts. Certes, les joueurs de l'EN n'ont pas une idée assez précise sur l'adversaire, mais bon nombre d'entre eux connaissent la manière de jouer

du sélectionneur du Niger, qui n'est autre que le Français Jean-Michel Cavali qui a déjà dirigé les Verts par le passé, en plus du fait qu'il a entraîné en Algérie et plus principalement au MCO à trois reprises et à l'USMA. Toutefois, cela peut être aussi une arme à double tranchant puisque le technicien français a aussi une idée sur le jeu des Algériens. Pour ces deux matchs, le coach Belmadi a écarté l'attaquant Andy Delort qui a réussi une belle entame avec son nouveau club, l'OGC Nice, pour des raisons que tout le monde ignore, et a fait appel au jeune Amoura évoluant cette saison au club suisse du FC

Logano en plus du jeune Kebbal du Stade Rémois. Certes, il est peu probable que ces deux jeunes fassent leur entrée lors de ce match, mais la simple convocation pour ces deux rencontres leur permettra de gagner en maturité en attendant de gagner leurs places respectives avec le groupe. Le plus important pour les Verts sera de gagner ce match et pourquoi pas celui qui se jouera à Niamey, sachant que Belmadi mise sur six points pour se rapprocher de plus en plus de la qualification au Mondial, après un large succès face à Djibouti (8/0) et un match nul face au Burkina Faso (1/1).

M. M.

Déclarations de joueurs en zone mixte :

Youcef Atal (OGC Nice/France) : «C'est toujours bien de revenir en sélection et de retrouver l'ambiance du groupe, après avoir raté les derniers stages. Nous nous attendons à deux matchs difficiles, après les résultats des deux premières rencontres en éliminatoires du Mondial-2022. Nous n'avons pas droit à l'erreur face au Niger et les six points sont indispen-

sables pour augmenter nos chances de qualification à la Coupe du monde. Ce regroupement va nous permettre de corriger nos erreurs et aborder la double confrontation face au Niger dans les meilleures conditions».

Abdeljalil Medioub (Tondela/Portugal) : «Je suis très content de revenir en équipe nationale et d'évoluer dans cette atmosphère particulière avec mes coéquipiers. Nous abordons cette double confrontation face au Niger avec beaucoup de sérieux en restant concentrés sur notre objectif, qui est de ramener les six points. Pour ma part, je travaille dur et je reste à la disposition du coach s'il fait appel à moi pour disputer les prochaines rencontres».

nationale A avec beaucoup de fierté, notamment après mon parcours la saison passée. Cela prouve que le travail paye toujours. J'ai été très bien accueilli par les autres joueurs et mon intégration dans le groupe se passe très bien. Nous préparons les prochains matchs avec beaucoup de sérieux avec l'objectif de remporter les deux matchs face au Niger».

Ilan Kais Kebbal (Stade de Reims/France) : «J'ai accueilli cette première convocation en équipe nationale avec beaucoup de fierté et un peu de surprise, car je ne m'attendais pas à être appelé en équipe première aussi tôt. Mais je suis prêt à relever le défi et travailler dur pour garder ma place en sélection. Nous préparons le match face au Niger du mieux que possible, en analysant notamment le jeu de notre adversaire pour trouver les solutions sur le terrain le jour J».

Mohamed Amine Amoura (FC Lugano/Suisse) : «J'ai reçu cette convocation en sélection

PH. > D. R.

Mostaganem

L'ingénierie de GISB séduit la mission ougandaise

Dans sa stratégie de relance de l'économie nationale, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, focalise ses orientations vers l'externalisation du savoir-faire algérien dans le secteur énergétique. Le Président ambitionne pour l'Algérie une place prépondérante sur le marché africain par l'exportation de la technologie sur le continent.

Cette stratégie est en train de prendre ses marques par l'intense activité marquée par de multiples visites d'ambassadeurs de certains pays africains aux installations industrielles à travers le territoire national. A ce titre, une mission de l'ambassade de la République de l'Ouganda est arrivée ce mardi 5 octobre 2021 à Mostaganem, après une visite effectuée dans la wilaya d'Oran le même jour. Après s'être rendue à Giplait (fabrique de lait), la délégation a rendu visite, en début d'après-midi, au Groupe Industriel Sidi Bendehiba (GISB), réputé fabricant d'appareillages électriques au niveau national. Cette mission diplomatique de l'Afrique de l'Est est venue explorer les opportunités de partenariat pour évaluer et concrétiser les possibilités d'investissement. Le chef de mission de l'ambassade, Samson Kamugendera, accompagné de Sam Omara, attaché militaire et de M^{me} Winnie Kagona, chargée de communication, s'est montré très captivé, au même titre que ses collègues, par le niveau technologique et le savoir-faire du Groupe qui lui a été présenté lors de la visite. Le chef de la délégation s'est réjoui des activités énergétiques du Groupe et a considéré au passage que ce qu'il a pu voir reste au même niveau que les produits que l'Ouganda importe des pays asiatiques et européens. Dans sa déclaration, ce dernier

affiche sa satisfaction d'abord des relations de coopération que son pays entretient avec l'Algérie dans certains secteurs, notamment sécuritaire.

Il a souhaité, par ailleurs, concrétiser un projet de partenariat et d'investissement avec les opérateurs économiques en Ouganda. Il croit fermement aux capacités techniques et au savoir-faire des filiales du Groupe, tant dans la production du câble électrique, des cellules, des transformateurs, des luminaires, des lampes LED que des panneaux photovoltaïques. M. Kamugendera a informé les responsables de GISB sur le panel de facilitations et des mesures incitatives pour les investisseurs étrangers. Il a expliqué que pour tous les types de projets d'investisseurs étrangers, le foncier est concédé gracieusement avec un accompagnement assuré de la part des pouvoirs publics de la République ougandaise. Les deux parties ont affiché leur ferme volonté de promouvoir un partenariat gagnant-gagnant. Pour ce faire, ils ont accordé un échange d'informations sur la situation du marché ougandais, les capacités des réseaux électriques ainsi que les besoins énergétiques de l'Ouganda. En outre, il faut commencer à s'organiser pour pouvoir établir une passerelle d'échanges même par visioconférence, ce qui va permettre de placer les premiers jalons de ce projet de partenariat. Il faut rappeler que GISB, avec ses neuf filiales du secteur de l'Energie et des Energies renouvelables ainsi que ses capacités industrielles installées, offre de grands atouts pour l'exportation de son expérience et son savoir-faire vers les pays d'Afrique. Le fait marquant était la présence d'étudiants ougandais à cette rencontre.

Lotfi Abdelmadjid

Tout est en hausse



Loumis

Djalou@hotmail.com

Cour d'Alger

Report du procès en appel de Said Djabelkhir au 20 octobre

■ La septième chambre pénale près la cour d'Alger a décidé, hier, du report au 20 octobre courant du procès en appel de Said Djabelkhir, condamné en première instance à 3 ans de prison pour «offense aux préceptes de l'Islam».

Par Slim O./APS

de membres de sa famille reporté au 20 octobre

Le report a été décidé par le juge qui avait déjà ajourné, mercredi passé, ce procès jusqu'à ce qu'il statue sur la recevabilité ou le non envoi de l'exception de procédure au Conseil constitutionnel, soulevée par l'un des avocats de défense du prévenu Djabelkhir et portant inconstitutionnalité de l'article 144 bis du code pénal sur la base duquel son mandat a été poursuivi. Le tribunal de Sidi M'hamed avait condamné, en avril dernier, Said Djabelkhir à 3 ans de prison ferme assorti d'une amende de 50 000 DA pour «offense aux préceptes de l'Islam». Pour rappel, la plainte avait été déposée contre le prévenu par un enseignant universitaire de l'université de Sidi Bel-Abbès.

Le procès en appel d'Abdelghani Hamel et

d'argent, enrichissement illicite, trafic d'influence et obtention d'assiettes foncières par des moyens illégaux». Sont également poursuivis dans cette affaire les deux anciens wallis d'Oran, Abdelmalek Boudiaf et Abdelghani Zaalane, l'ancien wali de Tipasa, Ghellaï Moussa, l'ancien wali de Tlemcen, Bensebane Zoubir ainsi que l'ex-directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière (Opgi), Mohamed Rehamia.

Pour rappel, la cour d'Alger avait condamné Abdelghani Hamel à 12 ans de prison ferme. Son fils Amiar Hamel a écoupé d'une peine de huit ans de prison ferme, Chafik de six ans, son fils Mourad de cinq et sa fille Chahinaz de deux ans de prison dont une année ferme.

S. O./APS

L'ex-DGSN Hamel et des membres de sa famille (son épouse Salima, ses fils Chafik, Amiar, Mourad et sa fille Chahinaz) sont poursuivis pour plusieurs chefs d'accusation, dont «blanchiment

Cette affaire a été réinscrite au rôle suite à la décision de la Cour suprême qui a accepté le pourvoi en cassation introduit dans les arrêts rendus par la cour d'Alger en août 2020.

Tizi Ouzou

Les auteurs d'un homicide identifiés et arrêtés

Deux présumés auteurs d'un homicide commis sur un homme de 41 ans à l'intérieur d'un appartement sis à la cité Krim-Belkacem de la nouvelle-ville de Tizi Ouzou viennent d'être identifiés et arrêtés, a indiqué, hier, la cellule de communication de la sûreté de wilaya dans un communiqué.

«Suite à la découverte, dans la nuit du 4 octobre 2021 à la cité Krim-Belkacem Nouvelle-ville, d'un corps sans vie gisant dans une mare de sang et atteint de plusieurs coups de couteau, identifié par la suite comme étant âgé de 41 ans et originaire de la wilaya de Béjaïa, les forces de

police de la Brigade de recherche et d'intervention ont immédiatement entrepris un travail d'investigation qui a abouti à l'identification et l'arrestation des deux auteurs des faits, âgés tous deux de 33 ans, originaires des wilayas de Bouira et Jijel», précise la même source.

«Le mobile du crime serait une banale dispute entre eux qui a dégénéré en bagarre. Une procédure judiciaire a été instruite à leur rencontre et ils seront présentés au Parquet de Tizi-Ouzou ultérieurement», toujours selon la sûreté de wilaya de Tizi Ouzou.

Hamid M.

Tribunal criminel de Ouargla

Peines de 7 à 12 ans de prison contre des narcotrafiquants

Des peines allant de sept à douze ans de prison ferme ont été prononcées par le tribunal criminel près la cour de Ouargla, pour détention de drogue dans le cadre d'une bande criminelle organisée, a-t-on appris, hier, de source judiciaire.

Une peine de 12 ans de prison ferme a été infligée aux dénommés B.B (34 ans), S.B (32 ans) et S.K (30 ans) pour transport et détention de drogue à des fins de commercialisation.

Une peine de sept ans de prison ferme a été prononcée à l'encontre des nommés L.T (66

ans), F.M (44 ans), M.A (43 ans) et H.F (31 ans) pour les chefs d'inculpation de détention illégale de drogue, alors que F.S (36 ans) a bénéficié d'un non-lieu.

Selon l'arrêt de renvoi, l'affaire remonte au 4 avril 2019, lorsque les services de la Gendarmerie nationale, agissant sur informations faisant état de transport de stupéfiants de Ouargla vers El-Oued, ont intercepté à Ouargla un véhicule suspect à bord duquel a été découverte une quantité de 47 kg de résine de cannabis, dissimulée soigneusement dans le coffre, et dont les occupants

(M.H, H.F et K.R) ont pris la fuite. Les investigations menées par les services de sécurité ont permis d'appréhender, sur la RN-3 entre Ouargla et Touggourt, les individus répondant aux initiales de B.B, L.T et F.M, à bord d'un autre véhicule, et le nommé B.B avouera ensuite que la marchandise prohibée a été acheminée de Ain-Sefra (Naâma) via Ouargla vers la wilaya d'El-Oued.

Le ministère public a requis dans cette affaire la réclusion à perpétuité à l'encontre de l'ensemble des mis en cause.

Younès C.